

OTTAWA - Le Canada se donnera le pouvoir d'adopter des règlements pour assurer la conservation des stocks de poisson chevauchants qui circulent dans la zone canadienne de 200 milles et en haute mer.

OTTAWA - L'introduction de paquets de cigarettes «neutres» pourrait entraîner des réclamations de plusieurs centaines de millions \$ contre le Canada, estime l'ex-négociateur en chef américain de l'ALENA, Julius Katz.

QUÉBEC - La langue française attire davantage les nouveaux immigrants mais pas les allophones nés au Québec, selon une étude commandée par le Conseil de la langue française.

QUÉBEC - Onze des 12 stations d'essence à Kahnawake ont reçu l'ordre de ne plus vendre d'essence, a dit le ministre du Revenu, André Vallerand.

QUÉBEC - Le ministre des Ressources naturelles, Christos Sirros, avertit l'industrie du bois de sciage qu'elle devra tenir compte des exigences environnementales mondiales si elle souhaite devenir compétitive et survivre.

TORONTO - Après un débat difficile, le gouvernement néo-démocrate de Bob Rae en Ontario a décidé d'aller de l'avant avec son projet d'accorder aux conjoints homosexuels les mêmes droits qu'aux conjoints hétérosexuels.

ROME - Silvio Berlusconi a présenté mardi son gouvernement, qui compte parmi les vice-présidents du Conseil un néo-fasciste, Giuseppe Tatarella.

JOLIET, Illinois - John Gacy, 52 ans, le «Clown tueur» condamné pour le viol et le meurtre de 33 jeunes hommes entre 1972 et 1978, a été exécuté par injections mortelles.

LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Le mercredi 11 mai 1994



LA CSN
AU RYTHME
DU MONDE
MÉTROPOLIS
20H30

Marievalle

La victoire au bout de la ténacité



Quelques militantes de Marievalle, accompagnées de leur conseiller à la négociation, affichent fièrement la raison d'être de leur lutte syndicale: l'équité salariale.

IL AURA FALLU quinze mois de grève pour que les employées cols blancs de Marievalle finissent par obtenir satisfaction dans leur revendication bien légitime d'être payées de façon équitable.

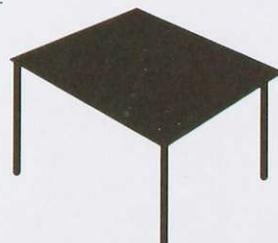
«Ils ont fini par constater notre détermination et comprendre le sens du mot solidarité», disait hier la présidente du syndicat Gisèle Leblanc. Elle ajoutait, en entrevue avec le *Quotidien du congrès*, que sans le support moral de la CSN, «nous serions peut-être rentrées en rampant en décembre».

Cette victoire syndicale d'un groupe de femmes particulièrement déterminées est venue donner un relief remarquable à la fameuse soirée de solidarité animée par le vice-président Roger Valois.

**NOTRE ÉPARGNE COLLECTIVE
DANS BÂTIRENTE:
52,8 M \$**

LA TABLE RONDE DES SOLIDARITÉS

Les relations difficiles entre
Québécois et Autochtones
exigent qu'on
travaille à construire des ponts



PAGES 6 ET 7

Modification de l'article 45

Pour que cessent les pratiques scabreuses

Par Louis-Serge Houle

Au cours des dernières années, les travailleuses et les travailleurs ont passablement goûté à la médecine des gouvernants. Lois spéciales, décrets matraques, budgets qui appauvrissent sont au nombre des politiques néo-libérales mises en place pour affaiblir les droits des salariés et de tous ceux qui oeuvrent à la petite semaine. Agissant dans l'ombre des politiciens, les patrons n'ont pas été moins actifs et, profitant des largesses du Code du travail, certains ont saisi l'occasion pour sabrer dans les droits des syndiqués. C'est pour contrer ce genre de pratique que le congrès se penchera sur une proposition visant à modifier le fameux article 45, source de trop nombreux conflits.

Qui ne se souvient pas de cette histoire incroyable vécue par les 180 travailleuses de l'hôtel Holiday Inn Crowne Plaza Centre-Ville, de Montréal qui, la veille de Noël, ont perdu leurs em-

ploiés au cours d'une sombre transaction.

Accrédité dès 1981, le syndicat de l'hôtel est loin de se douter de ce qui l'attend lorsque l'homme d'affaires Michael Rosenberg



Ginette Joyal, du Syndicat du Holiday Inn Crowne Plaza, de Montréal, Gérald Larose et Roger Valois ont revendiqué hier, en conférence de presse, le renforcement des lois du travail.

acquiert l'entreprise en 1986, par l'entremise d'une compagnie à numéros (109454 Canada Inc.). Sept ans plus tard, ce dernier la refille pour la symbolique somme de 1\$ à une autre de ses compagnies de gestion, la 2028107 Canada Inc.

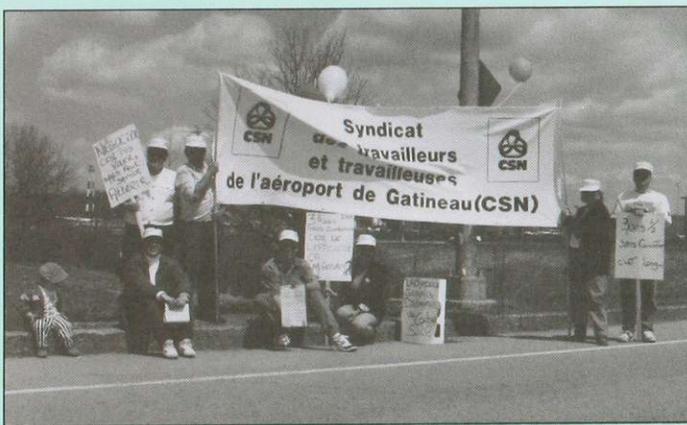
Le 9 décembre, l'hôtel est géré par le syndicat après que cette compagnie à numéros a déclaré faillite. Puis, le 24 décembre à 15 heures, les actifs sont vendus en justice à une autre propriété qui appartient au sieur Rosenberg, la compagnie 2085420 Canada Inc. Moins de cinq heures plus tard, les employés apprennent leur congédiement des suites de cette soi-disant faillite et de l'arrivée d'un nouvel employeur.

On se retrouve ici en présence d'un entrepreneur qui a profité au maximum des largesses du Code du travail pour biffer de la carte syndicale un regroupement de travailleuses formé pour améliorer leurs conditions de travail. Les lois du travail, dont l'article 45, permettent actuellement à des employeurs de se débarrasser de syndicats parce qu'il exclut la retransmission des

droits et obligations d'un employeur à un autre dans les cas de vente en justice, ou de faillite. Qui plus est, les activités du Crowne Plaza, qui se poursuivent encore avec une poignée d'employées, sont maintenant fractionnées en quatre secteurs indépendants pour tenter d'empêcher la venue de syndicats.

En conférence de presse, le président Gérald Larose a mentionné que ces pratiques patronales avaient également pour but de se soustraire à leurs obligations sociales. «Nous prétendons que jamais l'hôtel n'a changé de main. On n'a fait que refiler la facture à la société en laissant plus de 3,5 millions \$ de dettes à ses créanciers, tous du domaine public, et en poussant des travailleurs au chômage. Le Crowne Plaza est un exemple flagrant de la négation des droits collectifs.»

Pendant que la lutte des employées pour la reconnaissance de leurs droits continue, il est urgent de renforcer l'article 45 du Code du travail pour éviter que de telles situations ne se reproduisent.



Une convention échue depuis 41 mois

LES SEPT MEMBRES du syndicat des travailleuses et des travailleurs de l'aéroport de Gatineau ont manifesté en fin de semaine dernière à l'occasion du Vol santé, un événement annuel de levée de fonds pour un organisme de la région de l'Outaouais. C'est que leur convention collective est échue depuis le 31 décembre 1990. Le maire Robert Labine, qui vient d'être forcé de démissionner, leur avait pourtant dit en 1989 que sa priorité était de renouveler leur contrat de travail, lorsque la ville a pris la relève de la Société d'aménagement de l'Outaouais comme administrateur de l'aéroport.

Après 15 mois de grève, l'équité salariale est acquise pour les employées cols blancs

Par Marc Laforge

IL Y AURAIT eu quinze mois hier que les 9 travailleuses de Mariville, une petite municipalité de 5 000 habitants, étaient en grève. Mais elles ont finalement obtenu un règlement. Même si l'employeur refuse de le prononcer, c'est ce qu'elles obtiennent: l'équité salariale. C'est ce qu'elles voulaient. L'ensemble des travailleuses retourneront au travail mardi.

En vertu de cette entente, les employées municipales feront un rattrapage salarial sur les cols bleus d'ici cinq ans. Cela représente des augmentations salariales moyennes de 20% sur cette période qui comprend, bien entendu, les deux ans de gel prévus par la loi 102.

Dans *Nouvelles CSN* du 12 novembre, on pouvait lire, à propos des employées cols blancs de Mariville: «Nous sommes plus solidaires que jamais et nous réussissons très bien à conserver notre moral.» La preuve en a été faite quelques mois plus tard.

L'oeuvre du temps

L'usure du temps a manifestement fait son oeuvre et a joué en faveur des employées, souligne la présidente du Syndicat des em-



Gisèle Leblanc

ployées de Mariville, Gisèle Leblanc. «Le nouveau maire, élu en novembre dernier, admettait que la municipalité avait un gros handicap quant à son administration. Il y avait beaucoup de dossiers en suspens.»

La municipalité n'a toutefois pas été tendre envers ces employées. L'ancien maire est allé chercher l'appui de l'Union des municipalités du Québec, le nouveau y est allé d'ultimatums pour les faire rentrer au travail. «Ils ont fini par constater notre détermination et comprendre le sens du mot solidarité», affirme Gisèle Leblanc.

Cette solidarité, les travailleuses l'ont d'ailleurs trouvée à la CSN. «On a participé à plusieurs instances, on est allées chercher des appuis financiers, on a fait le



La lutte des employées cols blancs de Mariville a duré le temps de plusieurs saisons.

tour du Québec, dit-elle. Il n'y a pas eu une seule semaine sans activités.» Elle souligne que le support moral et financier de la centrale les a aidées grandement. «Peut-être que sans cela, nous serions rentrées en rampant en décembre.

«À Mariville, la solidarité l'a emporté, affirme le vice-président de la CSN, Roger Valois. Et à la CSN, elles ont pu compter sur la solidarité des membres.»

Pour toutes sortes de raisons, une lutte comme celle de Mariville ne s'oublie pas. Quinze mois de grève, ça

chambrarde une vie sociale et familiale, comme le dit Gisèle Leblanc, surtout dans une municipalité où tout le monde se connaît. «On s'est parfois senties tassées par des amis ou par la population.»

Comment ressort-on de quinze mois de grève chez les employées de Mariville?

«Avec plus de positif que de négatif. C'est incroyable ce qu'on a pu découvrir individuellement et collectivement, nos affinités et le travail en équipe,» conclut Gisèle Leblanc.

Pour une corporation d'acupuncture

Les acupuntrices et acupuncteurs pressent le gouvernement du Québec d'agir et de déposer dans les plus brefs délais un projet de loi créant une corporation. Pour les praticiens en acupuncture, la corporation permettrait d'assurer la sécurité du public et de garantir l'accès à des soins dispensés par des professionnels. Le Syndicat professionnel des acupuntrices et acupuncteurs du Québec (FPPSCQ-CSN), dont le président est Arthur Fowler, a fait cette demande hier en conférence de presse conjointe avec l'Association de l'acupuncture et la Corporation professionnelle des médecins du Québec. M.L.



De gauche à droite, Sylvie Leboeuf et Augustin Roy, de la Corporation des médecins, Arthur Fowler et le président de l'Association de l'acupuncture du Québec, Alain Mazzetti.

Imaginez...

CE NE SONT PAS LES bien-pensants et les éditorialistes au service du capital et de l'État qui vont mettre la dégradation des emplois et des services en lumière, encore moins avancer des solutions. Non! Ce sont les employés qui vont s'en charger. Ils n'ont pas de véritable droit de grève. Le gouvernement le leur a retiré. Peu importe! Les syndiqué-es, comme ceux de trois centres d'accueil de Charlevoix, comme ceux des hôpitaux Notre-Dame et Ste-Justine, à Montréal, comme ceux de Louis-H. Lafontaine, comme ceux de Charleroi, comme ceux de NORVAL, et on pourrait en nommer plusieurs autres dans d'autres régions, déposent des griefs, interviennent dans les médias, investissent les conseils d'administration, manifestent, occupent les lieux de travail, posent des questions. C'est dur. Les patrons sont bien équipés, forts qu'ils sont des lois *cadenas* adoptées par le gouvernement.

Malgré tout, la mobilisation et la résistance s'organisent. Pour notre bien et pour celui de la population! On enregistre ici et là des victoires qui vont se traduire par des emplois et des services. Comme à Louis-H. Lafontaine et à Charleroi, où les syndicats ont réussi à faire afficher des postes dont plusieurs étaient vacants: 216 postes affichés à Louis H. Lafontaine. 76 postes à Charleroi. Imaginez, les lieux de travail et les institutions entre les mains des employés...

(Rapport du deuxième vice-président)

B I L L E T
Être au courant

Les fins de régime se ressemblent toutes.

Et, comme on le constate pour les bateaux qui commencent à prendre l'eau dangereusement, ce sont les rats qui quittent le navire en premier. Mais il est dans la nature du rat, espèce parmi les mieux organisées du monde animal, de savoir quand partir. Et, surtout, de le faire quand toutes les chances ont été réunies pour que le départ apparaisse comme une retraite bien méritée.

Ils sont trois de cette espèce à avoir fait parler d'eux ces derniers jours. Trois petits copains bien placés à la cour du prince de la Triche. Un prince qui a fait le nécessaire pour que leur soit donné un accès privé à de l'argent public. Ce que, dans le jargon de ce milieu, on appelle privatisation. Mario Bertrand, ex-chef de cabinet de Robert Bourassa, Pierre Jeannot, qui a présidé à la privatisation d'Air Canada et Marcel Côté, consultant incompetent de haut niveau et conseiller parasite des pouvoirs publics sur, entre autres bonnes oeuvres, la façon de couper les vivres aux chômeurs, ont fait la passe.

En 1990, on privatisait une partie d'Hydro-Québec en confiant à une compagnie, M3i, la gestion des réseaux. Les trois petits copains viennent de réaliser des profits de 5000% à 8000%, vendant pour plus d'un million de dollars des parts payées 23 000 \$. Encore dans le jargon du monde des affaires, il paraît que cela s'appelle un «délit d'initiés». Autrement dit, ils étaient au courant, ce qui ne nuit pas quand on fait dans l'électricité.

La Presse publie d'ailleurs, chaque lundi, une chronique fort éloquente à cet égard, impudemment intitulée *Transactions des initiés*. On y explique comment, en quelques heures, on fait des passes pas possibles, inaccessibles cependant au commun des mortels.

«Il faut couper dans le gras», clament-ils tous et toutes dans ce gouvernement en sursis. Nous, on aurait des noms par où commencer.

Michel Rioux

M3i, SPÉCIALISÉE EN GESTION DE RÉSEAUX... D'AMIS!

FAIRE LES
MANCHETTES
AVEC ça,
C'EST UN COUP BAS
POUR MÉS
PETITS
CAMARADES...



... MAIS
NE VOUS EN
FAITES PAS,
ILS SAVENT
ENCAISSER!

GARNOTTE

LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Coordination
Henri Jalbert
Michel Rioux

Conception graphique
Jean Gladu

Rédaction
Michel Crête
Guy Ferland
Louis-Serge Houle
Thérèse Jean
Maroussia Kishka
Marc Laforge
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Jean-Pierre Paré
Jacinthe Pilon
Jacqueline Rodrigue

Mise en page
Louis-Serge Houle
Henri Jalbert
Jean Gladu
Jean-Pierre Paré

Collaboration
Clément Trudel

Photographe
Alain Chagnon

Caricaturiste
Garnotte

Soutien technique
Lyne Beaulieu

Impression
Imprimerie de la CSN

Distribution
L'équipe du congrès



Le ministère du Travail: un débouché naturel

Par Michel Rioux

Le syndicalisme, ce n'est pas que le travail, bien sûr. On connaît l'étendue de nos sujets de préoccupation. Mais c'est quand même beaucoup le travail. Il ne faut donc pas s'étonner si on trouve plusieurs anciens militants salariés et élus au ministère de ce nom. Et aux plus hauts niveaux.

■ Il se passe bien des choses au ministère du Travail. De la conciliation, de l'administration, de la prévention; on y accrédite aussi. Et quoi encore.

C'est une grosse machine, ce ministère du Travail avec lequel les syndicats et les salariés sont en contact permanent. La chance est forte qu'à l'une ou l'autre occasion, on y fasse affaire avec quelqu'un qui est passé par chez nous.

Combien de sous-ministres ont été au départ formés à la CSN? Quatre. Le premier, dans le temps, s'appelait Gé-

rard Tremblay. Il est arrivé au ministère à l'époque de Duplessis, qui voulait s'en débarrasser mais ne pouvait le faire en raison de l'appui qui lui venait du clergé. À la fin des années 60, c'est **Robert Sauvé**, devenu par la suite président de la CSST et aujourd'hui juge, qui accédait à ce poste après avoir quitté sa fonction de secrétaire général de la CSN. Plus tard, c'est le président du Syndicat des chauffeurs d'autobus de Montréal, **Yvan Blain**, qui devenait sous-ministre. Avec **Marcel Pepin** qui dirigeait alors la CSN, il avait mené une grève très dure pendant l'Expo 67. Aujourd'hui, **Jean Des Trois Maisons** est sous-ministre adjoint. Il fut président du Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal et de la FEESP.

Le service de la conciliation est aussi bien pourvu en «anciens». C'est **Normand Gauthier**, longtemps salarié à la Fédération du commerce, qui le dirige mainte-

nant. On y retrouve aussi **Fernand Matteau**, un ancien de la FEESP, **Roland Marcoux**, en provenance de la métallurgie de Thetford et **Jean-Louis Duchesne**, du Service de l'organisation. **Roland Martel** et **Reynald Brassard** y ont déjà été eux aussi.

Un autre ancien président du STTCSN à l'époque où il était salarié du Commerce, devenu par la suite adjoint au Comité exécutif, **Claude-André Morin** dirige aujourd'hui le service de la médiation préventive. **André Bolduc**, de la FAS et **André Racicot**, du Commerce, sont maintenant commissaires du travail. Un ancien président de la Métallurgie et vice-président de la CSN, **Adrien Plourde**, a déjà dirigé ce département du ministère avec lequel les nouveaux syndicats sont nécessairement en contact.

À l'époque de la Commission des relations ouvrières, **Philippe Girard**, le doyen des aînés de la CSN et **René**

Gosselin, qui provenait de la Fédération du Textile, y avaient été nommés.

Quand fut formé le Conseil des services essentiels, **Gerry Taylor**, un ancien de l'organisation, de la FAS et qui fut aussi adjoint au comité exécutif, **André Gravel**, de la Construction, **Paul Béclair** et **Antonio Jean**, de la FEESP, et **Paul Doyon**, du Commerce, s'y sont joints.

On ne peut passer sous silence les contributions d'**André L'Heureux**, un ancien responsable de l'action politique à la CSN et qui fut aussi vice-président de 1976 à 1980. Ce dernier a agi comme secrétaire de trois importantes commissions gouvernementales dans les années 80: la Commission Beaudry sur la réforme du Code du travail, la Commission d'enquête suite à la mort de mineurs à la mine Balmoral et la Commission d'enquête suite à la mort de travailleurs à Expro.



Président de la FEESP, Jean Des Trois Maisons est aujourd'hui sous-ministre adjoint du Travail.



À l'arrière plan, on voit Robert Sauvé, qui fut secrétaire général de la CSN avant de devenir sous-ministre du Travail, président de la CSST et juge à la Cour du Québec. À l'avant-plan, Guy Beaudoin, un pilier de la FEESP, qui a pris sa retraite après avoir agi comme commissaire à la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles



Yvan Blain, président du Syndicat des chauffeurs d'autobus de Montréal, est devenu par la suite sous-ministre du Travail.

Avec les autochtones, des solidarités en parallèle

Par Luc Latraverse et Maroussia Kishka

Le Quotidien du congrès a demandé à une demi-douzaine de congressistes comment ils voyaient leurs relations avec les autochtones. Un constat de départ: blancs et autochtones se côtoient, sans plus. En général, chaque communauté évolue en parallèle, comme les grands courants du fleuve Saint-Laurent dont les eaux ne s'entremêlent pas. Mais la crise d'Oka a marqué un tournant. Les tensions entre les deux communautés se sont accrues. En même temps, les revendications des autochtones sont devenues une réalité de plus en plus incontournable dans les différentes régions du Québec. La CSN est d'ailleurs très présente au sein du Forum paritaire Québécois-Autochtones, qui travaille à construire des ponts entre les deux communautés.

«La crise d'Oka, ça a voulu dire pour les gens de Châteauguay, un pont bloqué, des emplois perdus. C'est sûr que ça dérange, comme une grève dans le secteur public», affirme Pierre LaGrenade, un travailleur du



Pierre LaGrenade

CLSC de Châteauguay, qui milite avec les comités de citoyens. Mais il ajoute: «Ce

qui fut le plus déplorable, ce fut l'émergence d'un discours raciste: les Mohawks redevenaient les Iroquois, les alliés des Anglais, une entrave pour empêcher le Québec d'accéder à l'indépendance.»

La tension a aussi monté d'un cran dans les autres régions où des communautés autochtones vivent. À Sept-Îles, France Boisvert, prési-



France Boisvert

dente du conseil central et travailleuse au Centre de jeunesse, rapporte plusieurs cas de jeunes Montagnais victimes d'agression. La réserve de Mani-Uténam est d'ailleurs au coeur de la ville.

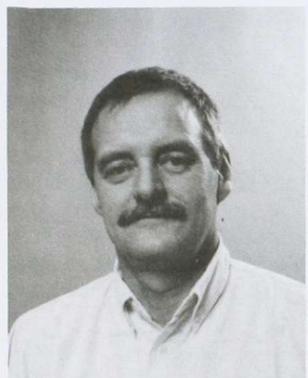
En Abitibi, c'est la même chose. «Des jeunes "punks" blancs vont sur la réserve pour rosser les jeunes Algonquins. Les policiers sont débordés», note Sylvain Nolet,



Sylvain Nolet

le représentant de l'Abitibi-Témiscamingue à la Fédération des affaires sociales, dont la conjointe est une Algonquine. Il rapporte que cette crise a laissé des séquelles dont lui-même subit les conséquences: «Ma conjointe avait obtenu le droit d'avoir sa maison sur la réserve mais subitement, on a senti que parce que j'étais blanc, nous étions relégués sur une longue liste d'attente.»

«La crise d'Oka a cristallisé les préjugés», souligne Gerry Foster, un travailleur



Gerry Foster

de la scierie Stone Consol de Roberval. Les gens accrochent davantage maintenant sur les taxes que les autochtones ne paient pas; les relations entre les Montagnais et les chasseurs et pêcheurs sont plus tendues en raison des revendications territoriales. Il raconte que deux Montagnais venus au village en canot pour acheter de la bière ont accosté des pêcheurs en leur disant que «la ouananiche, c'était à eux». «Quand ils sont repartis en canot, dit-il, les pêcheurs leur ont répondu: la bière, c'est à nous.»

Malgré la tension, les revendications progressent

Pourtant, tout le monde autour de la table reconnaît qu'en dépit de ces hausses de tension, les revendications autochtones sont mieux connues de la population. Les gens leur manifestent un plus grand intérêt. Mais leur compréhension en demeure difficile. Et les préjugés n'aident pas.

Les autochtones sont perçus comme des citoyens vivant de l'assistance publique et ayant des privilèges, puisqu'ils ne paient pas de taxes. En outre, les problèmes de violence conjugale, de toxicomanie et le taux de suicide des jeunes donnent une image négative des communautés autochtones. Aussi, il y a des divisions entre eux, entre les «traditionnalistes» et les «modernistes».

Pierre LaGrenade souligne que pendant longtemps, on a posé la question aux Québécois: «What does Quebec want?» «À notre tour, on se demande ce que veulent les autochtones.»

La question territoriale
Plusieurs croient que les revendications territoriales sont avant tout du «bargaining power» mais, se demandent-ils, dans quel but? C'est cela, à leur avis, qui n'est pas clair.

«Un des Mohawks qui

participait au Forum de l'amitié organisé pour recréer des liens entre les gens de Châteauguay et de Kahnawake m'a expliqué qu'eux-mêmes ne peuvent actuellement répondre à cette question. À son avis, c'est la prochaine génération qui pourra y répondre. Il faut se rappeler que nous-mêmes, on n'a pas eu la réponse tout de suite. Il a fallu une Révolution tranquille avant qu'on parle d'indépendance», affirme Pierre LaGrenade.

Sylvain Nolet note de son côté que des progrès importants dans les relations avec les autochtones se sont produits au Manitoba et en Alberta car, par leurs pressions, ils ont amené les gouvernements à négocier et à conclure plusieurs traités reconnaissant leurs droits territoriaux et leur autonomie. Des questions cruciales que le Québec tarde à régler avec les communautés autochtones d'ici.

Mais pour contrer l'inaction du gouvernement, des groupes ont décidé de faire pression. Ainsi, France Boisvert raconte qu'à Sept-Îles, ils ont fait un débat au conseil central sur la position à défendre devant le Bureau des audiences publiques sur l'environnement, au sujet du projet de barrage sur la rivière Ste-Marguerite-3, débat qui a duré près de trois heures. «Malgré mes

inquiétudes, la proposition de lier le projet à une entente préalable sur les droits territoriaux des Montagnais a reçu l'approbation de la majorité», affirme-t-elle.

Problèmes de langue

Pour tourner le fer dans la plaie, imaginez qu'aux audiences de Sept-Îles, les Montagnais ont dû demander un traducteur, car rien n'avait été prévu pour s'adresser à eux dans leur langue et encore moins pour les comprendre.

À l'inverse, dans la région métropolitaine, à Kahnawake, l'absence d'interlocuteur francophone exacerbe les tensions. «Un problème dont les Mohawks sont conscients», précise Pierre LaGrenade.

Le directeur du journal de la réserve, Kenneth Deer, recherche des commandites pour tirer une édition française du journal *Eastern Door*. À ce propos, Robert Harpin, un Mohawk salarié du Conseil central du Montréal métropolitain, précise que c'est une conséquence de l'histoire récente si les Mohawks, qui parlaient tous français au début du siècle, parlent maintenant anglais.

Les Jésuites se sont retirés de la réserve, les fonctionnaires d'Ottawa dont ils relèvent ne parlaient pas français, leur travail les amenait la plupart du temps en



Robert Harpin

territoire américain et la plus grande partie de la communauté mohawk vit en Ontario et aux États-Unis.

Être autochtone, une réalité éclatée

Le problème de la langue est d'ailleurs un exemple de la réalité éclatée des communautés autochtones. Les langues autochtones sont en train de disparaître. Les communautés cherchent à les enseigner à nouveau pour sauvegarder leur culture. Ainsi, à Kahnawake, imaginez les problèmes que ça entraîne, quand les vieux parlent le mohawk et le français, les jeunes le mohawk et l'anglais et les autres uniquement l'anglais. Aucune langue n'est un fil conducteur entre les générations. «Or, quand tu perds ta langue, tu perds aussi ta culture, conclut Robert Harpin.»

Tous remarquent que les communautés autochtones

ont des problèmes multiples et complexes à régler qui expliquent, en bonne partie, leur volonté de fonctionner en parallèle avec les autres groupes, ce que personne ne désapprouve autour de la table.

Pierre LaGrenade note que si les autochtones ne paient pas de taxes, ce n'est pas un privilège qu'on leur a accordé. Cette exemption visait à les exclure, parce qu'on les considérait incapables à gérer leurs affaires. La Loi des Indiens faisait du gou-



Raymond Lajeunesse

vernement fédéral leur tuteur.

Même si un cheminement en parallèle est incontournable pour qu'ils puissent se réapproprier leur culture, Pierre LaGrenade estime néanmoins que cela entraîne des dérapages, comme le renforcement de l'appartenance à la communauté par les liens du sang. Les mariages mixtes sont de plus en plus mal vus, ce qu'il réprouve.



Doit-on continuer à envoyer des Casques bleus canadiens dans le cadre de missions de l'Onu?

Ritane Duchesneau, présidente de l'Alliance des infirmières et des infirmiers du CH St-Joseph de la Tuque.



«Non, pas où ils sont présentement. Ils sont censés représenter la paix, alors qu'on maintient

leur présence dans des pays où la guerre continue. Cela n'a pas de sens.

«On risque la vie de nos soldats pour rien, puisqu'il n'y a aucun changement depuis qu'ils sont là, sinon que la situation se détériore davantage. Il faut qu'on laisse ces populations régler leurs problèmes. On ne peut pas prendre des responsabilités à leur place.

«Nous payons pour quelque chose qui ne donne rien. On devrait réinvestir cet argent ici.»

Louissette Schmit, Syndicat des employés du Claire-Fontaine de Roberval.

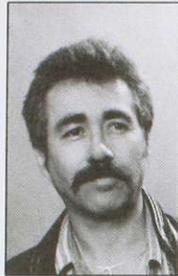


«Pour moi, c'est important que l'on continue d'envoyer des Casques bleus. Ils sont là pour protéger

des personnes dans le besoin. C'est leur devoir, mais c'est aussi le nôtre. Cette façon d'apporter de l'aide humanitaire demeure une contribution importante parce qu'en fait, ce sont les populations locales que nous aidons, ceux qui souffrent le plus dans tous ces conflits.

«Sans leur présence, je suis convaincue que les populations locales souffriraient encore plus et que les conflits dégèneraient.»

Denis Parent, président du syndicat Monterrey cols bleus de Drummondville.

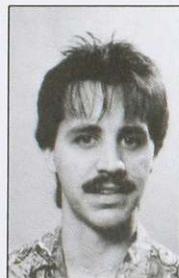


«Je suis très perplexe face à cette question. D'une part, c'est l'évidence même qu'il faut aider ces gens

qui sont dans la misère. Par contre, je me demande si cela vaut la peine d'envoyer nos gars dans des endroits où la situation est explosive et où ils risquent leur vie. On est chanceux qu'il n'y ait pas eu de victimes parmi eux jusqu'à présent.

«Est-ce que cela vaut la peine? Que peuvent-ils faire, en Bosnie, où Serbes et Croates continuent de s'entre-tuer?»

Daniel Lemire, président du Syndicat de la Boulangerie Demers, Sherbrooke.



«Les casques bleus canadiens ne devraient pas être envoyés dans le feu de l'action s'il y a un

risque pour leur vie. Il ne faut pas qu'ils deviennent des cibles faciles comme c'est le cas actuellement dans certaines régions du monde.

«Je suis en faveur de l'envoi de nos casques bleus seulement à cette condition: que leur vie ne soit pas en danger. Ainsi, ils pourraient participer à des missions d'aide humanitaire, comme soutien dans des camps de réfugiés, par exemple.»

Chantal Larouche, présidente de la Fédération nationale des communications.



«Tout dépend. Si l'intervention des casques bleus canadiens n'a pour but que de servir les inté-

rêts économiques des États-Unis, je suis contre. C'est ce qui arrive malheureusement trop souvent! Cependant, je suis favorable à une mission humanitaire visant l'établissement de la paix dans une région dans la mesure où il s'est dégagé un consensus international sur une telle intervention, si des enquêtes sur les droits humains démontrent qu'elle est nécessaire et, bien sûr, seulement si elle répond à un appel des populations concernées.»

Réal Roy, menuisier, Syndicat de la Construction à Montréal.



«Dans le contexte actuel, il semble que ce ne soit pas facile de jouer ce rôle de maintien de la

paix. Mais nous ne pouvons pas ignorer ces situations. La solidarité internationale est importante et nous devons nous coordonner avec les autres pays pour établir une voie vers un maintien de la paix.

«Notre participation constitue un soutien important aux populations civiles. Il y a de meilleurs moments pour développer l'entraide, mais par nos actions, nous devons viser le respect des droits de la personne, le mieux être pour l'ensemble de l'humanité et la paix mondiale.»

Décoration et environnement: Vision 2000

SI VOUS FAITES UN DÉTOUR par le coin du Stade Olympique, *Le Quotidien* vous suggère de visiter le Biodôme, accessible par la station de métro Viau et par une navette en autobus qui va jusqu'à l'Insectarium. Le Biodôme présente la reproduction, sous un même toit, de quatre écosystèmes: le monde polaire, avec un aperçu de l'Arctique, qui est un océan, et de l'Antarctique, qui est un continent; le St-Laurent marin; la forêt tropicale, et la forêt laurentienne. Le Biodôme est un musée de l'environnement où on peut réfléchir sur l'avenir de la planète. La forêt tropicale, par exemple, prend des siècles, sinon des millénaires, pour atteindre sa maturité. Or, actuellement, on en élimine une superficie équivalant à la moitié de la Californie chaque année.

La vie de la planète est à sauvegarder mais juste à côté, on vous propose de visiter le Musée des arts décoratifs de Montréal (station de métro Pie IX) qui niche dans le somptueux Château Dufresne, érigé au début du siècle, angle Sherbrooke et Pie IX, où vous pourrez voir l'exposition «Collectionner pour l'an 2,000» qui comprend des pièces de design japonaises, scandinaves, américaines et canadiennes. S'ajoute à cela la collection de pièces de verre canadien contemporain de Louise et Laurette D'Amours. Le musée possède une des plus importantes collections de design d'Amérique. La visite du Château Dufresne est aussi très intéressante pour le style édouardien qui a présidé à la décoration de l'immeuble avec ses magnifiques boiseries et superbes fresques murales du peintre Guido Nincheri. Admission: 3 \$.

Luc Latraverse

S'AMUSER AU MUSÉE

La solidarité africaine

Par Jacqueline Rodrigue

L'ORGANISATION DE L'UNITÉ syndicale africaine (OUSA), fondée en 1961, regroupe l'ensemble des grandes organisations syndicales sur le continent africain. L'OUSA représente les travailleurs africains au niveau des institutions internationales, coordonne l'activité des syndicats, contribue à l'harmonisation des différentes conventions de travail, lutte pour la paix et aide au renforcement de l'unité africaine et de l'indépendance. «Un de nos grands rôles vient de disparaître, la lutte contre l'apartheid», de s'exclamer Demba Diop, adjoint au secrétaire général de l'OUSA.

L'OUSA joue aussi un rôle majeur dans la formation des militants syndicaux. «Nous organisons ateliers et séminaires sur tous les sujets brûlants qui touchent

l'Afrique afin que chacun puisse jouer un rôle dans son pays», d'expliquer Demba Diop. Ainsi, l'organisation a formé plusieurs militants sur la question de la dette africaine et le rôle des syndicats, mais également sur les problèmes d'auto-suffisance alimentaire. «Nous importons presque tout ce que nous mangeons. Il faut produire ce que l'on mange et manger ce que nous produisons. Il faut éviter d'être dépendant de l'extérieur», de souligner Demba Diop.

Rwanda et Burundi

«Ce qui se passe au Rwanda et dans cette région est dramatique. Nous ne pouvons pas envoyer des troupes, nous sommes des travailleurs. Nos moyens d'action sont limités parce que nous aussi nous sommes frappés par la crise éco-

nomique. Mais nous faisons des déclarations publiques et nous tentons de sensibiliser l'opinion africaine et internationale sur ce que devrait être l'aide apportée au Rwanda et au Burundi. Nous lançons des appels aux gouvernements de ces pays et aux parties belligérantes afin d'épargner les populations. Nous demandons aux syndicats amis du Nord d'agir sur leur gouvernement afin que l'aide appropriée soit acheminée le plus tôt possible dans ces régions sinistrées», d'expliquer Demba Diop.

Plan d'ajustement structurel

«La plupart des pays africains travaillent pour rembourser la dette. Il ne reste plus rien pour le développement», d'affirmer Demba Diop. Le Fonds monétaire international impose aux



Demba Diop

pays africains ses politiques de gestion et un plan d'ajustement structurel. La population et les travailleurs éco-pent. Demba Diop parle de néo-colonialisme. Son intervention au congrès portera sur l'impact des politiques néo-libérales et les plans d'ajustement structurel. «Un travailleur africain fait vivre, au minimum, de 6 à 7 personnes», nous fait remarquer Demba Diop.

LE MONDE DE CLÉMENT TRUDEL

Fluidité du pouvoir

LE PARTI CONSERVATEUR CANADIEN détenait le pouvoir en octobre dernier; le lendemain des élections, il ne comptait plus qu'une dérisoire représentation de deux députés aux Communes. Fluidité du pouvoir, mais aussi réalité qui rassure les adeptes de transitions démocratiques dictées par la voix du peuple.

La semaine dernière, deux exemples nous ont été donnés de ce jeu de bascule qui peut frustrer les plus ambitieux stratèges. Les Hollandais ont délogé les démocrates-chrétiens qui dominaient la Chambre des députés depuis plus de 50 ans, ce qui force un réaligement des alliances. Les Britanniques, quant à eux, ont fait reculer de façon draconienne les conservateurs de John Major, au point que le conseil municipa-

pal de Croydon, conservateur depuis un siècle, est devenu majoritairement travailliste. À La Haye toutefois, certains considèrent qu'une coalition n'englobant aucun ministre démocrate-chrétien équivaldrait à un séisme politique!

Le parti chrétien-démocrate (CDA) de Hollande a pris le relais, en 1980, d'une formation qui a dominé la politique néerlandaise depuis 1918. Son premier ministre (Lubbers) était récemment classé comme «idéal» par 44 % de l'électorat... mais il s'est retiré au profit d'un «dauphin» mal-aimé (Brinkman). Peu à peu s'est confirmée l'usure d'une formation dont le recul fut scellé le jour du vote.

À Londres cependant, il semble bien que John Major sera sacrifié pour éviter une

chute plus prononcée de son parti — sa cote a baissé de 27 %. La fronde est déjà commencée, elle pourra coûter bien des sièges aux conservateurs, le 9 juin, jour des élections au parlement européen où ils détiennent présentement 32 sièges. Le pouvoir peut être fluide, mais quand il change de mains parce que le baromètre de l'électorat en décide ainsi, il se bonifie et se renforce... jusqu'aux prochains signes d'usure!

Pouvoir et responsabilités vont de pair. Mandela, par exemple, fait preuve de modération malgré la rancoeur qui aurait pu le dominer après 27 ans d'incarcération. C'est le même nombre d'années que Sade vécut en taule. Ce qui fit dire à Camus, dans *L'Homme révolté*, que 27 années de prison «ne font pas

une intelligence conciliante. Une si longue claustration engendre des valets ou des tueurs et parfois, dans le même homme, les deux.» Nous sommes témoins, heureusement, d'un cas d'exception et tant mieux pour le peuple qui en bénéficie! Je dirais même pour la planète!

Demandez à Cedras ou à Pinochet ce qu'est le pouvoir. Ils se sont tous deux crus investis d'un devoir de chirurgien extirpant ce qu'ils croient être le «Mal» lavalasien ou aliendiste. On voit le nombre d'années de terreur et de souffrances que cela vaut, ou a valu, à des peuples qui, pas plus que d'autres, ne méritent que s'encroûte la tyrannie. Gardons au pouvoir sa fluidité pour éviter que s'élèvent des dirigeants qui gouvernent malgré le peuple.



La langue bien pendue

Le français, questions-pièges

Réponses aux questions-pièges d'hier

Le tube recourbé en forme de S, placé à la sortie des appareils sanitaires de façon à empêcher la remontée des mauvaises odeurs, est un **siphon**. Ceux et celles qui ont dit un «typhon» ont sûrement eu de durs combats à mener...

Un *petit abri* n'est évidemment pas un «tiabri», mais une **guérite**. L'expression *baroud d'honneur* est le **dernier combat d'une guerre perdue** qui peut parfois finir, j'en conviens, avec un doigt d'honneur. Enfin, un *strapontin* désigne un **siège à abattant**.

...

Nos questions pour aujourd'hui

Qu'est ce que la *taphophilie*?

- a) l'attrait pathologique pour les tombes et cimetières
- b) la manie d'emprunter de l'argent
- c) un vice de prononciation

Quel est l'équivalent français du terme «O ring» dans le domaine de la robinetterie?

- a) joint torique
- b) anneau en forme de O
- c) tuyau cricoïde

Tout le monde connaît Haddock et son juron «Mille millions de sabords!». Que signifie le mot *sabord*?

- a) une ouverture pratiquée dans la muraille des navires qui sert de passage à la bouche des canons
- b) un canon dont l'ouverture permet aux boulets de passer des navires à la muraille
- c) une obligation pénible dont on ne peut se délivrer

Que désigne le mot *virole*?

- a) une bague de métal
- b) une maladie infectieuse
- c) une vis sans fin

Les disques du concours de français sont une gracieuseté d'Archambault Musique, coin Sainte-Catherine et Berri, Montréal.

Le concours Bâtirente

Le grand prix: deux billets pour la partie de baseball de ce soir entre les Expos et les Mets de New York.

La question

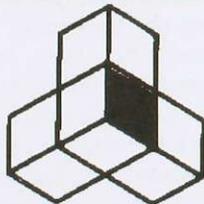
Quel était le nombre de membres de Bâtirente au 31-12-93?

14 927

15 234

15 809

Les billets de baseball sont une gracieuseté de Top Communication, de Montréal. **BONNE PARTIE.**



BÂTIRENTE

Il y avait une attrape dans le concours de Bâtirente. Ben oui!

Mes chers amateurs et amatrices de concours, je vous ai fait une petite attrape dans le *Quotidien* d'hier.

Évidemment, tout le monde le sait, la réponse à la question portant sur l'actif net du RER collectif de Bâtirente au 31-12-93, c'était 50 211 623 \$. Mais ce n'est pas tout l'avoir de Bâtirente. En effet, il faut ajouter quelques régimes complémentaires de retraite et on arrive au chiffre de 52 824 137 \$, après seulement six années d'existence.

Le Couche Tard a investi ses sous pour sa retraite dans la section diversifiée de Bâtirente; ses investissements lui ont rapporté 17,48% au cours de 1993. Et il en est fort aise parce que s'il investit dans un fonds de pension, c'est pour sa retraite et non pour des petits gains rapides la première année seulement, comme c'est le cas dans d'autres fonds.

Il y avait, au 31-12-93, plus de 15 800 travailleuses et travailleurs qui avaient choisi Bâtirente comme véhicule de placement pour mieux préparer leur avenir.

Au rythme actuel, le Couche Tard prédit que l'avoir de Bâtirente atteindra les 100 000 000 \$ entre 1997 et 1998.

Les gagnant-es d'hier

Dans la catégorie des mots croisés, nos gagnants sont Nicole Gosselin et Jacques Hamelin, de Robert-Giffard, Pierre Prégeant, des cols bleus de Valleyfield, Micheline Marquis, du Syndicat des techniciennes médicales d'on ne sait plus où et Francine "d'où vient ton nom?" Ritchotte, du CSSMM.

Dans la catégorie la devinette du Couche Tard, nos gagnants sont Richard Turner, André Paquin et Roland

Desroches, Construction Mauricie-Bois-Francis, Marie-Claude Morin, Résidence Dorchester, et nul autre que Louis "Roooooooy", de la puissante Fédération des affaires sociales.

Dans la catégorie du bon parler français, encore des techniciennes médicales, Danielle Brazeau et Louise Goulet, ainsi que Pierre — il a eu de la veine — Venne, du CSSMM, Jean-Paul Lévesque, de l'hôpital de Mont-Joli, et Bernard Giguère, de Cité des Prairies.

Renelle Tremblay a, quant à elle, gagné les billets pour la partie des Expos.

Quant aux autres, rappelez-vous qu'il faut se lever tôt pour gagner les prix du Couche Tard.

Le Couche Tard

De qui médite le Couche Tard?

Concours la devinette du Couche Tard

BEAU PARTI DE LISETTE, IL A REPARTI SON PARTI... EN BONNE PARTIE!



Les jeux et concours des pages du Couche Tard sont organisés en collaboration avec la Caisse d'économie des syndicats nationaux de Montréal et la Caisse d'économie des travailleuses et des travailleurs de Québec.



Y paraît que...

Rumeur d'élection

♠ Oh! je vous vois venir de mille lieues. Vous pensez que je vais me taper des petites blagues du genre: «Je voudrais cueillir la rose et la violette sur la montagne fleurie.» Mais non! c'est bien trop facile. D'ailleurs, ce n'est pas une rumeur, mais une réalité. Une rumeur, c'est autre chose. C'est quelque chose qui flotte dans l'air avec, pour le nez, une petite odeur qui ne fait pas trop dans la sainteté. Alors, la voici, cette rumeur. Je déclare officiellement que Michel Keane, de la délégation de la FPPSCQ-CSN, sera candidat à la présidence de cette fédération lors du congrès de juin, qui se tiendra à Magog. Rien qu'à voir sa nouvelle coupe de cheveux... c'est sûr qu'il se passe quelque chose.



Politique-fiction

♠ Gérald Larose est venu faire son petit ours (oups! son petit tour) au *Quotidien du Congrès*. Je lui ai demandé de répondre à la devinette du Couche Tard du journal de lundi: *Il est parti avant son parti, mais son parti n'arrive pas à en tirer parti*. La réponse n'était pourtant pas compliquée: Robert Bourassa. Gérald a eu une réponse plutôt intellectuelle: Jean Allaire. Voyons Gérald, si ça avait été Jean Allaire, on aurait plutôt dit: *Ça a l'air qu'il est parti*. Je lui ai quand même donné un T-shirt du *Quotidien*, en espérant qu'un de ces bons matins il lâche sa cravate à fleurs devant tout le congrès pour nous faire de la promotion avec son nouveau t-shirt. À propos, que faisait-il, tôt hier, dans l'ascenseur du Méridien, avec ses bâtons de golf?



Le monde de Baie-Comeau

♠ Margellin Dufour et Nathalie Foster, qui militent

au Conseil central de la Côte-Nord, sont des gens particulièrement inventifs. C'est ainsi, selon des informations qui nous sont parvenues de sources généralement bien informées, qu'ils auraient entré leur souffleuse à neige dans le salon pour la réchauffer. Manquaient-ils de meubles? De toute façon, ce qui est sûr, c'est qu'on s'occupe de son butin dans le bout de Baie-Comeau.



L'OR-CSN

♠ Il n'y a personne de plus connu à la FAS que Gilles Genest. Espérons qu'il ne perdra pas sa cote de popularité, vu qu'il prendra sa retraite dans exactement dix-sept jours. Selon quelques caramades, il est encore vert et il projeterait de continuer à militer activement. Alors, tassez-vous les vieux de l'OR-CSN, le p'tit jeune de Québec arrive. Il milite même avec Haendel, le chien de sa fille. Il a été vu le promenant, lorsque la FAS a monté son village de tentes devant le parlement. Reste à savoir si l'OR-CSN accepte les militants accompagnés.



La sacoche à Olivier

♠ Les gars ont bien de la misère avec leur sacoche. Le pire, c'est la première fois qu'ils en portent une. Je me rappelle encore la première sacoche de Roger Deslauriers, l'ex-président du Conseil central de Trois-Rivières. Fallait le voir se dandiner. Mais il s'est finalement habitué. Olivier Lemieux, le président de la CSN-Construction, itou. Sauf que selon un panier percé de la fédé, il laisse traîner sa sacoche partout. Écoute, Olivier, arrange-toi pas pour perdre ta carte de compétence.



Le petit cadeau de Claude

♠ Il est très difficile d'avoir des potins sur la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt. Ils sont

d'une discrétion totale. Il y a bien le président Claude Plamondon qui perd ses lunettes un peu partout. Il y a bien le trésorier Guy Normandin qui traîne les valises de la trésorière d'un conseil central. Il y a aussi Daniel Ménard, le v.-p. aux usines de transformation qui n'aime pas se faire surnommer Ti-Mine. Ou encore Gerry Foster, qui s'est encore fait voler son camion. Mais il y a surtout le directeur général illimité de la fédération, Claude Rioux, qui a déjà reçu un cadeau spécial des deux petites soeurs Brochu. Il n'a même pas voulu les essayer pour nous les montrer. Demandez-lui si le petit cadeau était sexy.



Mon syndicat du congrès (2)

♠ Un autre petit fait d'armes de mon syndicat d'adoption, celui des ouvriers du fer et du titane de Sorel: le 10 janvier 1957, l'assemblée accordait une heure de travail pour l'oeuvre du Cardinal Léger. Dix ans plus tard, le Cardinal Léger partait en Afrique.



Merveille et son v.-p.

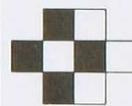
♠ On savait que le monde des garderies était un peu, beaucoup original, mais de là à ouvrir une assemblée générale sur l'air de la Chanson du Bum — *J'aurais dû ben dû don dû* — de Richard Desjardins, faut le faire. Jean-Claude Gagnier, le v.-p. à la négo, a commencé par la chanter sur le répondeur de la présidente Mireille Bénard (Merveille Ménard pour les intimes); maintenant, il la chante partout. Il l'a même chantée en public, devant le Parlement, pour Johnson. Coudon, Jean-Claude, l'as-tu chanté ton *J'aurais dû ben dû don dû* quand tes Canadiens se sont fait planter?

Urgent: Jacques Létourneau (CCMM), tu es demandé au téléphone immédiatement.
H.J. et M.L.



Devinez avec qui danse le président de la CSN. Réponse demain.

Le Couche Tard



Mots croisés

Horizontal

- Prénom du mal cité.
- Cupide, rapace.
- Beugla.
- Tôle, en lettres mêlées.
- Sigle d'un syndicat affilié à la CSN et à la FAS.

Vertical

- Manoeuvrer une petite embarcation.
- Cellule sexuelle femelle.
- Partie de l'agneau.
- Publia et mit en vente.
- Trois fois, à l'envers.

Réponse au mot croisé d'hier

P	O	T	I	N
E	S	O	P	E
S	I	T	E	
T	E		C	A
E	R	R	A	S

LES IMPRIMEURS DU QUOTIDIEN DU CONGRÈS



POUR FAIRE IMPRIMER

- VOS CONVENTIONS COLLECTIVES
- VOS JOURNAUX
- VOS AUTO-COLLANTS
- VOS FORMULAIRES

LE SERVICE DES IMPRESSIONS DE LA CSN

LE BABILLARD

Les syndicats suivants sont convoqués à une réunion avec Luc Gauthier et Robert Deschambault le jeudi 12 mai à 14 heures 30 au 406-A:

STT Notre-Dame
STT Maisonneuve-Rosemont
STT Louis-H. Lafontaine
STT Royal-Victoria
STT Jewish General

STT Montréal Général
STT Saint-Charles Borromée
STT Sainte-Justine
STT Sacré-Coeur
STT Fleury
STT Charles-Lemoyne
STT Notre-Dame-de-la-Merci
STT Hôtel-Dieu
STT Émilie-Gamelin
STT Jacques-Viger

Délégué-es de la CSN
Merci pour votre solidarité
Consommer au Palais,
c'est encourager le travail au noir

M E R C I !



*Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec*

Les vrai-es travailleurs-cuses du Palais des congrès qui veulent retrouver leur travail

Une Caisse d'économie pour vous servir

Deux déléguées de caisses populaires de Sorel, Odette Lemoyne et Louise Cordeau, ont fini par découvrir le lieu où était installé le guichet d'une caisse d'économie mise en place pour accommoder les congressistes. Après avoir, bien malgré elles, parcouru tous les étages du Palais des congrès, elles ont finalement trouvé ce qu'elles cherchaient: **à la billetterie, en bas des escaliers roulants.**

Manif à 13 h.

Dès la fin des débats, à l'ajournement de 13 heures, le congrès se déplacera devant l'édifice Hydro-Québec, sur le boulevard René-Lévesque, à deux pas du Palais des congrès. Nous irons dire au premier ministre Daniel Johnson que nous voulons le renforcement des lois du travail, en particulier l'article 45, et le retrait du projet de loi 116.

Le coeur à l'ouvrage

Invitation à visionner les diapositives de l'exposition *Le Coeur à l'ouvrage* présentée à l'occasion du 350e anniversaire de fondation de Montréal. Aile est, Foyer, 4e étage.